

collectivités locales

Un cabinet de design territorial en mission

Un cabinet de design territorial va intervenir dans les communes, communautés et au centre de gestion pour mieux articuler le « qui fait quoi » en ressources humaines.

Vraiment vraiment, c'est le drôle de nom d'un cabinet de « design territorial » qui va intervenir dans les Deux-Sèvres, dès le mois de février. Sa mission : observer les besoins en ressources humaines des communes ou communautés de communes et voir quelles organisations sont mises en place pour y répondre ; identifier le qui fait quoi, d'éventuels doublons entre des ressources proposées par les communautés et le centre de gestion de la fonction publique territoriale...

Un prix et un cadeau à 25.000 €

Pour ce faire, trois personnes du cabinet vont s'immerger dans le département jusqu'au printemps, à raison de 25 journées au total. Elles dresseront d'abord un état des lieux des pratiques en se rendant dans de petites communes d'importantes communes du département ainsi que dans les huit communautés de communes et agglos. Le but : observer les pratiques et les optimiser pour mieux répondre aux besoins actuels et futurs en ressources humaines en évitant par exemple les doublons entre des réponses qui peuvent être apportées en partie par les intercommunalités qui ont parfois gagné en compétence au fur et à mesure de leur croissance et le centre



Le président du Fonds MNT, Damien Guiguet, le président du centre de gestion de la fonction publique territoriale 79, Alain Lecointe et son directeur, Cyrille Devendeville, réunis le 13 janvier à Champdeniers pour la présentation de l'intervention du cabinet d'études. (Photo NR)

de gestion. L'intervention de Vraiment Vraiment ne va rien coûter aux collectivités.

C'est un prix qu'a obtenu le centre de gestion en déposant un dossier au Fonds MNT (Mutuelle nationale territoriale).

Le président, Alain Lecointe, et le directeur, Cyrille Devendeville, sont allés le défendre devant le jury.

« Nous avons reçu une douzaine de candidatures à l'échelle nationale et trois ont été retenues », indiquait le président du Fonds, Damien Guiguet.

Pas de « concurrence stérile »

A la clé, une dotation de 25.000 € correspondant aux 25 jours d'intervention à trois du cabinet. « Ce qui nous a plu, c'est que dans ce département, il ne se passe pas ce qu'il se passe ailleurs, c'est-à-dire une concurrence stérile entre le centre de gestion et les intercommunalités. Ici, vous vous êtes posé le problème en termes de complémentarité », a-t-il expliqué.

« Le prix, ce sont des heures d'ingénierie entre une idée et sa

réalisation qui vont analyser la problématique, voir les réponses possibles, les tester et évaluer pour transformer l'idée en une politique applicable », a-t-il présenté vendredi 13 janvier à Champdeniers devant des élus et directeurs de services des intercommunalités.

« Une vision pratico-pratique »

Et le président du fonds l'a assuré, face à un élu un peu dubitatif sur les cabinets d'étude, « celui-ci a une vision pratico-pratique ». Avec quelques références sur des missions très variées à des échelles qui ne le sont pas moins : de l'accueil des mineurs isolés à Paris à la création d'un café citoyen dans une commune de Bretagne. Le site du cabinet d'études promet une approche concrète globale et originale. Vraiment, vraiment.

NR / CO / autres :